

Je tiens tout d'abord à vous dire, après avoir pris connaissance de vos 15 propositions, que beaucoup de vos préoccupations sont les miennes. Je vous précise cependant que je ne peux vous répondre « *Je m'engage* » ou « *Je ne m'engage pas* » pour chacune de vos demandes, je ne peux que vous transmettre mes commentaires.

En effet, non seulement je ne serai pas élue mais de plus, je n'ambitionne pas, s'il arrivait que je le sois, d'être aux manettes d'une société basée sur l'économie capitaliste, basée sur la recherche du profit maximum de quelques uns au détriment de la collectivité humaine, basée sur l'exploitation des travailleurs de tous les pays et sur le pillage des richesses.

« S'engager » contre les ravages de ce système sans le remettre fondamentalement en cause est au mieux illusoire et le plus souvent un boniment électoral remisé aux oubliettes sitôt finies l'élection. Une organisation humanitaire comme Action contre la faim, qui voit l'aide bien maigre au développement de 0,7% du PNB ramenée à 0,42 %, est mieux placée que moi pour le savoir.

Pour ne prendre que l'exemple de l'écologie, je suis aussi inquiète que vous sur l'avenir de notre planète, mais ceux qui répondront qu'ils « s'engagent » dans le cadre du système actuel, ne le feront pas et ne pourront pas le faire car ils ne commandent pas aux industriels, ils ne commandent pas à ceux qui empoisonnent la nature, ils ne commandent pas à Union Carbide donneur d'ordre à Bhopal où des milliers de travailleurs ont été tués, à Total maison mère d'AZF où 31 salariés ont été tués et des milliers d'habitants sinistrés, ils ne commandent pas aux compagnies pétrolières qui déversent leurs marées noires dans les océans détruisant la vie animale et les plantes sur leur passage.

L'une des principales raisons de mon engagement dans cette élection c'est la défense des intérêts des travailleurs mais il en va de même du climat et de l'environnement comme du chômage et de l'exploitation du monde du travail : tous les politiciens s'engagent à trouver des solutions mais, une fois au pouvoir, ils sont bien incapables d'empêcher les catastrophes annoncées car cela nécessiterait un changement social profond : mettre fin à la propriété privée des moyens de production, des usines, des banques, des transports et des grandes chaînes de distribution, qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie, cela nécessiterait d'organiser de toute urgence l'économie d'une façon rationnelle, planifiée, pour répondre aux besoins du plus grand nombre tout en préservant l'environnement.

### **Proposition 1**

*Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.*

Je pense que pour garantir le « juste paiement » des impôts par les entreprises et lutter contre la fraude fiscale, il est indispensable d'imposer une transparence totale des comptes des entreprises en les rendant accessibles à tous les salariés. Et cela ne pourra se faire sans imposer une levée totale du secret bancaire afin de pouvoir contrôler où va l'argent de ces entreprises et l'usage qu'il en est fait.

### **Proposition 2**

*En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.*

Je ne peux souscrire à votre proposition d'un impôt progressif. Non pas que je veuille épargner les classes les plus riches de la société mais au contraire, je pense que les impôts doivent être payés exclusivement par ces catégories. Mais il existe une multitude des niches fiscales. Les avocats fiscalistes y prospèrent et font en sorte que l'impôt soit le moins lourd possible pour les grands de ce monde. Quant à l'essentiel de l'impôt il est supporté par les classes populaires. L'impôt sur les sociétés, payé par les capitalistes, ne représentait pas plus de 15 % du total des impôts en 2015, contre 20 % pour l'impôt sur le revenu et surtout 50 % pour la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit ! Une injustice fiscale que je dénonce. Je suis pour surtaxer les profits et les plus-values pour les remettre à la disposition de la collectivité. Ceux qu'il faut cesser de taxer – impôts sur le revenu et surtout TVA - ce sont les travailleurs: ils produisent toutes les richesses et pourtant les salaires

permettent en général à peine de vivre correctement. Alors le fait de payer un impôt représente pour les travailleurs une double peine : ils sont exploités et en plus ils doivent voir leur salaire amputé !

### **Propositions 3 et 5**

*Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.*

*Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.*

Ce sont les grandes puissances - Etats-Unis en tête, mais la France fait partie de ce club très fermé - qui sont responsables du sous-développement de la plupart des pays de la planète. Ces inégalités entre pays ne sont pas le fruit du hasard de la géographie : elles résultent de toute l'organisation de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale qui permet à quelques grandes puissances, et surtout à leurs grandes entreprises, d'imposer leur loi à l'ensemble des populations. Nous n'avons donc aucune raison d'attendre la moindre politique d'aide au développement de la part de ces grandes puissances.

### **Proposition 4**

*Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.*

Dans le système capitaliste, fondé sur la recherche du profit, on ne peut espérer réguler la finance. Tous les capitalistes spéculent et l'opacité des circuits financiers rend vain la possibilité d'un réel contrôle. Un tel contrôle suppose la levée de tous les secrets des affaires qui protègent les capitaux. Cela suppose en fait de remettre en cause la logique et le fonctionnement de l'économie capitaliste.

### **Propositions 6, 7, 8, 9 et 10 (écologie, environnement)**

Je partage totalement votre préoccupation de voir l'écologie et la préservation de l'environnement pris en compte dans les choix économiques. Mais je considère que cela ne pourra pas être le cas tant que le moteur de l'économie sera la recherche du profit. J'ajoute que, selon moi, dans une telle société, il ne peut y avoir de partage « juste et durable » des ressources, ni des revenus.

C'est pourquoi, pour ma part, je lutte pour une transition vers une société débarrassée du profit et pour sortir du capitalisme.

### **Proposition 11**

*Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.*

Je suis d'accord et j'ajouterai que je défends la liberté de circulation et d'installation. Telle est ma « politique migratoire ».

### **Proposition 12**

*Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.*

Je ne crois pas une seconde qu'une simple loi puisse aller à l'encontre des dirigeants de l'Union européenne qui voudraient surtout rejeter les migrants d'où ils viennent. Au contraire le gouvernement poursuit ceux qui, crime d'humanité, tentent de palier à son incurie, qui sont tout simplement humains et refusent de fermer les

yeux devant la détresse des réfugiés qu'ils croisent tous les jours sur leur route. Pour contrer l'infamie des gouvernants qui cherchent à ériger sans cesse des frontières contre les pauvres, il faut s'attaquer aux racines de cette société. Le flot croissant de femmes, enfants et hommes contraints de fuir leur pays, chassés par les guerres ou tout simplement par la misère et la famine, est une des expressions du retour de la société vers la barbarie qui s'affirme par ces camps infâmes où l'on enferme femmes, hommes, enfants par dizaines de milliers, comme s'ils étaient des criminels.

### **Propositions 13 et 14**

*Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.*

*Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.*

Je ne crois pas une seule seconde qu'une simple loi puisse représenter une véritable contrainte sur les multinationales. Même si de telles lois existent, il faudra pour les faire appliquer des mobilisations sociales massives et explosives qui fassent craindre à ces multinationales de tout perdre, leurs profits, leurs marchés, leurs usines, leurs moyens de production.

Comme vous, je suis révoltée par les conditions de travail dans la plupart des pays les plus pauvres et par la façon dont les entreprises multinationales en tirent profit. Mais je pense qu'il est illusoire d'attendre de ces entreprises qu'elles respectent les droits des travailleurs et l'environnement. Partout et à chaque époque, face à des capitalistes qui ne reconnaissent comme seule loi que celle du profit, les travailleurs ont dû se battre pour gagner des droits et les faire respecter. Je considère que ce qui est déterminant dans ce combat, c'est l'organisation des travailleurs et leur conscience qu'ils ne peuvent compter que sur leur solidarité et leurs luttes pour améliorer leur sort.

### **Proposition 15**

*Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.*

Je souscris totalement à votre proposition mais j'ajouterai que je n'attends pas de progrès d'une convention, ni de l'action des États. Je fonde mes espoirs exclusivement sur les luttes des femmes elles-mêmes. Sans ces luttes, aucun progrès n'aurait été obtenu dans le passé. Bien des progrès restent à imposer car les inégalités demeurent dans de nombreux domaines, notamment dans celui des salaires. Et certains droits reconnus aujourd'hui restent menacés, à commencer par le droit à l'IVG, même dans un pays comme la France, car les courants politiques les plus réactionnaires trouvent de nombreux relais dans les sommets de la société. J'ajouterai que ce droit est menacé aussi par les politiques d'austérité budgétaire dans les hôpitaux qui réduisent les possibilités d'avoir recours à une IVG.